

- Doc. 9. Une ferme de colonisation champs de coton à Sidi Slimane, colon surveillant les ouvriers, 17 juin 1941 (21MA/2/2/1420).



- Doc. 10. Visite de la ville et des mines de phosphates à Bou-Jniba et Khouribga, par S.M. le Sultan, accompagné du général Noguès et de M. Lhenardt, directeur de la Compagnie chérifienne des phosphates, 29 juin 1941 (21MA/2/1594).



- Doc. 11. Casablanca, la soudure du blé pour la France. Embarquement au port sur « Le Strasbourgeois » (21MA/2/4/3191).









- Doc. 13. Débat sur zonage de Casablanca. Extrait du procès-verbal d'une réunion tenue par le comité économique régional consultatif, 1951 (11MA/900/951).

Le Zoning nouveau abandonne les zones industrielles à l'Est de la route de Camp Boulhaut et les oriente plus largement en direction de la côte.

M. ECOCHARD indique ensuite sur plan la disposition des zones à l'intérieur desquelles des servitudes sont prévues et définit ces servitudes. Les zones de résidence seront destinées indistinctement à l'édification de villas ou d'immeubles, exception faite d'une portion de la Banlieue sise au Nord du quartier d'AIN DIAB, teintée de marron foncé, qui sera exclusivement réservée à la construction de villas, prolongeant ainsi le quartier d'ANFA.

Le Secteur de BOURNAZEL a également fait l'objet d'un changement de destination : primitivement réservé à l'Habitat marocain, il a paru plus rationnel d'inclure les constructions existantes, d'ailleurs utilisées par les Anciens Combattants et le personnel de la Police, dans une zone d'Habitat européen. Cette normalisation permettra d'autoriser les Anciens Combattants, occupant cette ancienne cité américaine, d'accéder à la propriété.

Enfin, dans la partie Ouest de la Banlieue (Secteur AIN DIAB - BEAUSEJOUR), a été étudiée l'implantation d'une cité Marocaine destinée à remplacer l'actuel Bidonville de la route d'Azemmour. Cet accès de fixation a paru nécessaire en vue d'éviter la dispersion de nombreux îlots marocains, installés dans la partie Ouest de Casablanca, et abritant le main d'œuvre utilisée dans tous les quartiers avoisinants.

Maître REVEILLAND s'élève contre cette conception et critique la présence de ce bidonville aux abords d'un quartier résidentiel. Il conteste que cette main d'œuvre trouve à s'employer dans les quartiers voisins et demande qu'une enquête soit faite à ce sujet.

M. HUTIN fait remarquer que si la nécessité s'est faite sentir de fixer une population ouvrière qui avait tendance à s'installer d'une façon anarchique, il ne paraît guère possible de la supprimer. Si, cependant, il est décidé de maintenir une cité, qui serait d'ailleurs édifiée en dur, l'assurance peut être donnée qu'elle ne sera pas extensible.

M. ECOCHARD conclut en demandant que l'on établisse une législation applicable d'une part dans la Zone de Banlieue, d'autre part dans la Zone du Grand Casablanca. Cette réglementation est motivée par le souci de réserver l'avenir et de pouvoir ordonner d'une façon harmonieuse les possibilités d'extension de la Ville, quelle que soit l'évolution des conditions sociales, humaines, économiques ou politiques.

M. ECOCHARD précise ensuite que certains quartiers ont fait l'objet de plans étudiés dans le détail, tel que celui de BEN M'SICK, celui de SIDI OTHMAN. Ces deux secteurs d'extension Sud représentent mille hectares. Enfin certains plans de voies d'accès ont été mis au point, tel que celui de l'accès au port par la route des OULED ZIANE au centre de la ville. En outre, la percée de certaines voies importantes, comme celle de la Place de France, et l'implantation du lotissement du C.I.L. à BEAUSEJOUR ont été étudiées ainsi que la mise au point, avec le concours de la Direction des Travaux Publics, de l'auto-route dans sa liaison avec le plan d'aménagement.

.....

- Doc. 14 : Liste des membres du comité économique régional consultatif .Extrait du procès-verbal d'une réunion du comité, 1951.

